



## Un marché du travail dynamique dans une fin d'année globalement bien orientée

**A**u quatrième trimestre 2018, en Île-de-France, le marché du travail reste dynamique : l'emploi salarié progresse de 0,3 % par rapport au trimestre précédent, légèrement plus qu'au niveau national. Le taux de chômage atteint 7,6 % de la population active, son niveau le plus bas depuis le deuxième trimestre 2009. Enfin, le nombre d'inscrits à Pôle emploi est également en repli. Par ailleurs, si les défaillances d'entreprises restent orientées à la hausse, les créations repartent nettement. L'activité se tasse dans la construction même si les permis de construire et les mises en chantier restent à un niveau élevé, à l'exception des locaux d'activité. Enfin, la fréquentation touristique progresse au quatrième trimestre, malgré un repli du taux d'occupation des hôtels en décembre, en particulier à Paris, en lien avec le mouvement des « gilets jaunes ».

Joseph Chevrot, Michèle Debosque, Denis Rabadeux, Insee Île-de-France ; Benoît Trinquier, Direccte Île-de-France

### La croissance de l'emploi se maintient

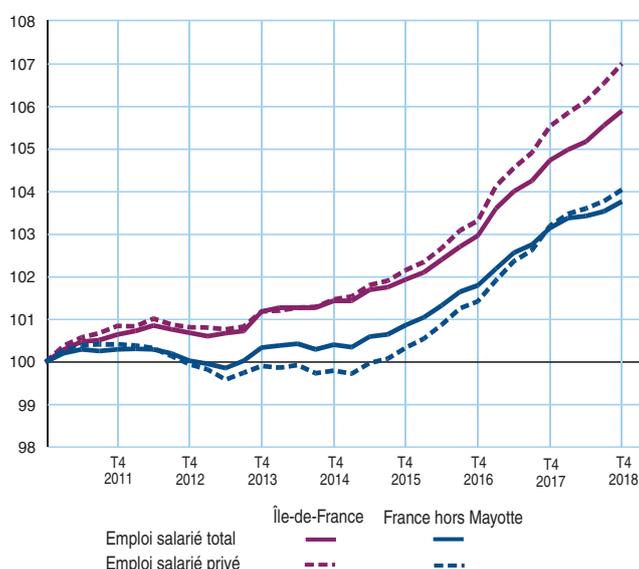
Au quatrième trimestre 2018, 19 000 emplois salariés supplémentaires ont été créés en Île-de-France, à un rythme similaire à celui du trimestre précédent (*figure 1*). L'emploi total progresse un peu plus vite dans la région (+ 0,3 %) que dans l'ensemble de la France (+ 0,2 %). C'est aussi le cas en évolution annuelle (+ 1,1 % contre + 0,6 % au niveau national).

L'essentiel des nouveaux emplois salariés provient du tertiaire marchand hors intérim avec 17 000 créations nettes, ce qui représente une hausse de 0,5 % par rapport au trimestre précédent. Le secteur de la construction contribue largement à cette dynamique (+ 0,7 %) (*figure 2*). Si l'industrie gagne des emplois (+ 0,3 %), l'intérim en perd (- 0,9 %). Au sein du tertiaire marchand hors intérim, les effectifs croissent plus rapidement dans le secteur de l'information et la communication (+ 1,2 %) et celui des activités scientifiques et techniques (+ 0,8 %). En revanche, ils baissent dans les autres activités de service (- 0,2 %). Au niveau national, c'est l'intérim qui se porte le mieux (+ 0,6 %).

Au sein de la région, l'emploi salarié augmente davantage à Paris (+ 0,6 %) en raison de la bonne tenue de l'informa-

### 1 Évolution de l'emploi salarié

Indice base 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2010

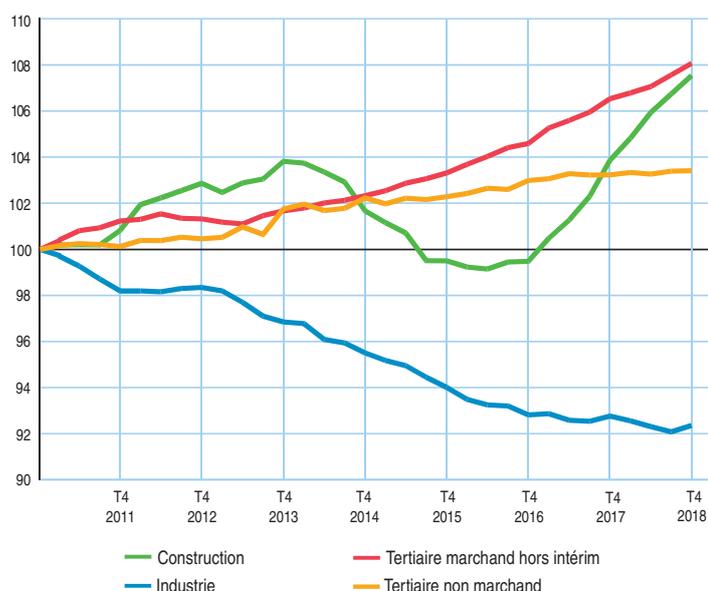


Données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

## 2 Évolution de l'emploi salarié par secteur en Île-de-France

Indice base 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2010



Données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

### Avertissement

Auparavant, les estimations trimestrielles d'emploi (ETE) publiées au niveau localisé (région et département) portaient seulement sur les salariés du secteur marchand - hors agriculture et activité des particuliers employeurs - en France métropolitaine. Depuis la publication de juin 2018, le champ des ETE localisées est étendu aux départements d'outre-mer (hors Mayotte) et à l'ensemble de l'emploi salarié, donc y compris les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs.

De plus, une distinction des emplois « privé » et « public », établie à partir de la catégorie juridique des employeurs, est disponible au niveau régional. Les niveaux de l'emploi « privé » publiés par les Urssaf et par l'Insee diffèrent du fait d'écarts de champ et de concept, et de légères différences peuvent exister sur les taux d'évolution.

Parallèlement, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, en particulier durant la phase de montée en charge de la DSN.

tion et la communication (+ 2,3 %). Dans le Val-d'Oise, l'emploi progresse également plus vite (+ 0,4 %) qu'en moyenne régionale. Cette progression est portée, comme pour l'ensemble de la région, par l'information et la communication, la construction et les activités scientifiques et techniques, mais aussi par l'administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale. En revanche, l'emploi est moins dynamique en Seine-et-Marne (- 0,1 %) avec une baisse généralisée à presque tous les secteurs, en particulier l'intérim (- 2,2 %). Seule la construction (+ 0,9 %) échappe à cette tendance.

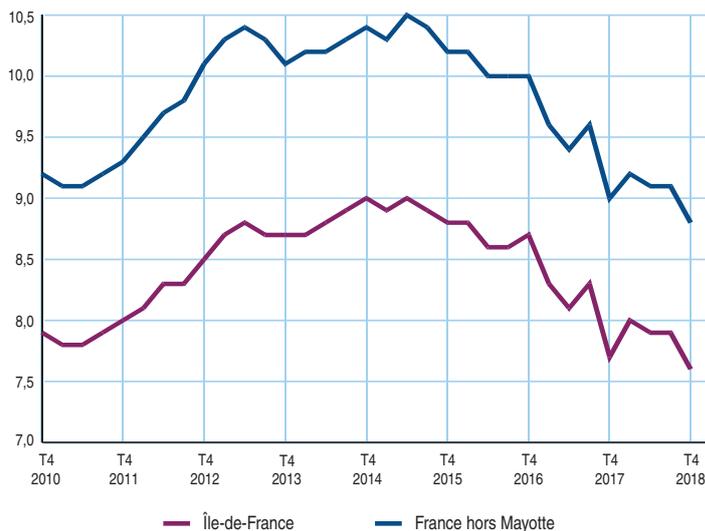
Par rapport au quatrième trimestre 2017, l'emploi francilien progresse le plus fortement dans la construction (+ 3,5 %) et l'intérim (+ 2,5 %), tandis qu'il se replie dans l'industrie (- 0,4 %). La croissance de l'emploi est supérieure à la moyenne régionale en Seine-Saint-Denis (+ 1,9 %), principalement grâce à la construction, et à Paris (+ 1,7 %), du fait du dynamisme de l'intérim. L'emploi progresse dans une moindre mesure en Seine-et-Marne (+ 0,4 %) et dans le Val-de-Marne (+ 0,2 %).

### Le taux de chômage au plus bas depuis 2009

En Île-de-France, le taux de chômage au sens du BIT s'élève à 7,6 % de la population active et est à son plus bas niveau depuis le deuxième

## 3 Taux de chômage

En %



Données trimestrielles CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

trimestre 2009. Il diminue de 0,3 point par rapport au troisième trimestre 2018 (figure 3), comme en France métropolitaine. Dans la région, le taux de chômage baisse de façon uniforme dans les départements.

Le taux de chômage reste le plus élevé en Seine-Saint-Denis, s'élevant à 11,3 % de la population active. Il dépasse également la moyenne régionale dans le Val-d'Oise et le Val-de-Marne (respectivement 8,9 % et 7,7 %). C'est dans les Yvelines (6,5 %) et les Hauts-de-Seine (6,6 %) que le taux est le plus faible, résultat inchangé depuis le premier trimestre de 2016.

En un an, globalement, le taux de chômage diminue de 0,1 point dans la région, comme en France métropolitaine. Toutefois, il stagne en Seine-et-Marne, dans l'Essonne et les Hauts-de-Seine, mais recule de 0,2 point à Paris, dans le Val-de-Marne et le Val-d'Oise.

### Nette baisse du nombre de demandeurs d'emploi

Après avoir globalement progressé lors des trois premiers trimestres de l'année 2018, le nombre de demandeurs d'emploi franciliens n'ayant exercé aucune activité (catégorie A) diminue nettement au quatrième trimestre (- 1,4 %), pour atteindre un peu plus de 666 000. En un an, le recul est toutefois moins prononcé en Île-de-France (- 0,6 %) qu'en France métropolitaine (- 1,5 %).

En prenant en compte l'activité réduite (catégories A, B, C), la demande d'emploi diminue en évolution trimestrielle (- 0,9 %), à un rythme très proche de celui constaté au niveau national (- 0,8 %).

En un an, en revanche, elle progresse dans la région (+ 0,4 %) alors qu'elle baisse au niveau national (- 0,3 %).

Dans la région, le nombre de demandeurs de moins de 25 ans connaît la plus forte baisse depuis deux ans (- 3,1 % en catégories A, B, C), tandis que celui des 50 ans ou plus se stabilise pour la première fois depuis le deuxième trimestre 2008 (- 0,2 %).

### Autres contributeurs du diagnostic conjoncturel

Banque de France : Danièle Koubi

Crocis de la CCI Paris Île-de-France : Mickaël Le Priol

DRIEA : Philippe Monier

Pôle emploi : Philippe Ricard

Urssaf Île-de-France : Matthieu Goussot

## 4 Créations d'entreprises en Île-de-France

Secteurs d'activité	Total créations d'entreprises			Part des micro-entrepreneurs	Évolution du total des créations d'entreprises	
	2017 T4	2018 T3	2018 T4	2018 T4 (en %)	2018 T4 / 2018 T3 (en %)	2018 T4 / 2017 T4 (en %)
Industrie	1 125	1 085	1 332	40,8	22,8	18,4
Construction	3 606	2 813	3 726	24,8	32,5	3,3
Commerce, transports, hébergement, restauration	15 249	14 547	18 937	52,4	30,2	24,2
<i>Dont Commerce</i>	<i>6 408</i>	<i>5 322</i>	<i>6 690</i>	<i>34,5</i>	<i>25,7</i>	<i>4,4</i>
<i>Transports</i>	<i>7 252</i>	<i>7 646</i>	<i>10 352</i>	<i>66,6</i>	<i>35,4</i>	<i>42,7</i>
<i>Hébergement</i>	<i>95</i>	<i>85</i>	<i>126</i>	<i>24,6</i>	<i>48,2</i>	<i>32,6</i>
<i>Restauration</i>	<i>1 494</i>	<i>1 494</i>	<i>1 769</i>	<i>38,8</i>	<i>18,4</i>	<i>18,4</i>
Information et communication	3 954	3 565	4 430	53,9	24,3	12,0
Activités financières	1 630	1 263	1 809	17,9	43,2	11,0
Activités immobilières	1 573	1 422	1 931	25,1	35,8	22,8
Activités de services*	15 914	14 027	17 603	65,7	25,5	10,6
Enseignement, santé, action sociale	4 856	4 662	4 955	74,8	6,3	2,0
Autres activités de services	3 468	3 303	3 784	70,4	14,6	9,1
<b>Total Île-de-France</b>	<b>51 375</b>	<b>46 687</b>	<b>58 507</b>	<b>55,6</b>	<b>25,3</b>	<b>13,9</b>
<b>Total France métropolitaine</b>	<b>154 183</b>	<b>153 102</b>	<b>175 443</b>	<b>46,9</b>	<b>14,6</b>	<b>13,8</b>

\* Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien (niveau A10, NAF rév.2).

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

Au quatrième trimestre, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie D, principalement en formation, augmente fortement (+ 6,6 %), après six trimestres de baisse et une première hausse au troisième trimestre 2018. Ce constat est probablement à relier à une hausse des capacités d'accueil des dispositifs régionaux de formation, dans le cadre du Plan d'investissement compétence (PIC). La population active en recherche d'emploi (ABCD) est stable sur un an.

### Les créations d'entreprises en forte hausse

Au quatrième trimestre 2018, plus de 58 000 entreprises sont créées dans la région, en augmentation de 25,3 % (contre 14,6 % au niveau national) par rapport au troisième trimestre. En évolution annuelle, la hausse des créations est semblable à celle observée au niveau national (+ 13,9 %) (figure 4). Les créations d'entreprises sous le régime de micro-entrepreneur (+ 23,1 %) continuent de porter cette dynamique avec 55,6 % du total des créations d'entreprises en Île-de-France, contre 46,9 % au niveau national. Au cours du quatrième trimestre 2018, les créations d'entreprises s'accroissent dans l'ensemble des secteurs d'activité et quel que soit le type de création. En un an, elles sont plus modérées dans la construction, le commerce et l'enseignement, la santé et l'action sociale hors micro-entreprises (+ 6,3 %), mais particulièrement soutenues dans les transports, où elles progressent globalement de 42,7 %, portées par les nouveaux micro-entrepreneurs.

### Davantage de défaillances d'entreprises

En décembre 2018, le nombre de défaillances d'entreprises augmente de 5,3 % en Île-de-France par rapport à décembre 2017, alors qu'il diminue de 1,2 % au niveau national. Le niveau atteint est cependant toujours inférieur au point le plus haut de mi-2016. Ces nouvelles défaillances concernent toujours la quasi-totalité des secteurs d'activité, à l'exception des activités immobilières (- 3,9 %) et de l'industrie (- 4,4 %). La situation est particulièrement défavorable dans le transport et les activités financières, avec une hausse de plus d'un quart des défaillances.

### La construction de logements se maintient à peine

La construction de 90 500 logements a été autorisée en Île-de-France entre janvier et décembre 2018. Le nombre de permis de construire délivrés sur 12 mois baisse de 7,9 % en un an, légèrement plus qu'en France hors Mayotte, avec 455 600 logements autorisés (- 6,9 %).

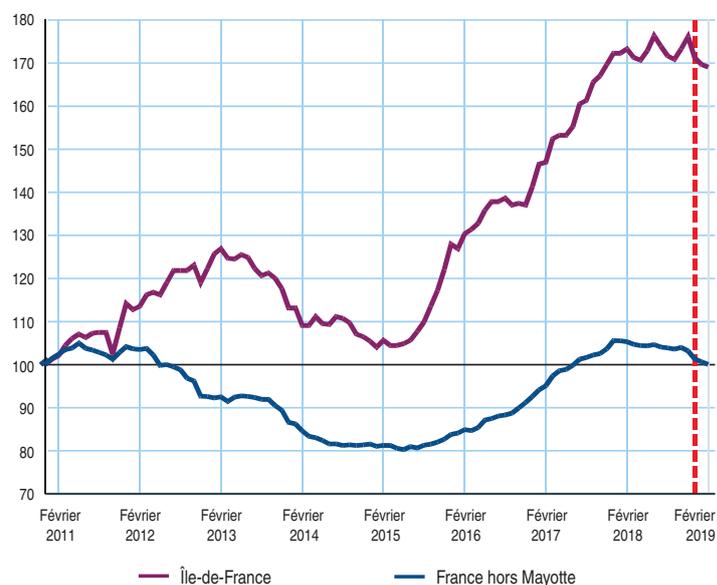
Par ailleurs, sur la même période, le nombre des mises en chantier de logements s'élève à 84 600, en recul par rapport à l'année 2017 (- 0,7 %), mais moins qu'au niveau national (- 4,0 %) (figure 5).

Courant 2018, la construction de locaux d'activité est en berne dans la région avec un peu plus de 5 millions de m<sup>2</sup> de surfaces de plancher autorisés, soit 10,8 % de moins qu'un an auparavant (- 3,0 % au niveau national). En outre, en glissement annuel, la surface des locaux dont la construction a débuté dans la région (3,4 millions de m<sup>2</sup>) diminue de 12,5 % par rapport aux douze mois précédents, alors qu'elle se maintient au niveau national (+ 2,1 %).

Au quatrième trimestre 2018, les ventes de logements neufs augmentent de 5,4 % en Île-de-France par rapport au quatrième trimestre de 2017, tandis qu'elles sont en repli en France métropolitaine (- 3,1 %). En un an, les prix de vente au m<sup>2</sup> des appartements neufs se raffermissent de 1,9 % dans la région (+ 3,2 % au niveau national).

## 5 Évolution du nombre de logements commencés

Indice base 100 en décembre 2010



Données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.

Source : SDeS, Sit@del2.

## 6 Évolution de la fréquentation dans les hôtels

Évolution du nombre de nuitées du trimestre de l'année n par rapport au trimestre de l'année n-1 (en %)



Données trimestrielles brutes.

Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE.

### La clientèle non résidente soutient la fréquentation hôtelière francilienne

Au quatrième trimestre 2018, plus de 17,6 millions de nuitées sont enregistrées dans les hôtels franciliens, soit une progression de 500 000 nuitées par rapport au quatrième trimestre 2017 (+ 2,8 %) (figure 6). La hausse est de moindre ampleur en France (+ 1,6 %). Les nuitées franciliennes représentent 38 % des nuitées nationales. En Île-de-France, la fréquentation hôtelière augmente essen-

#### Contexte national

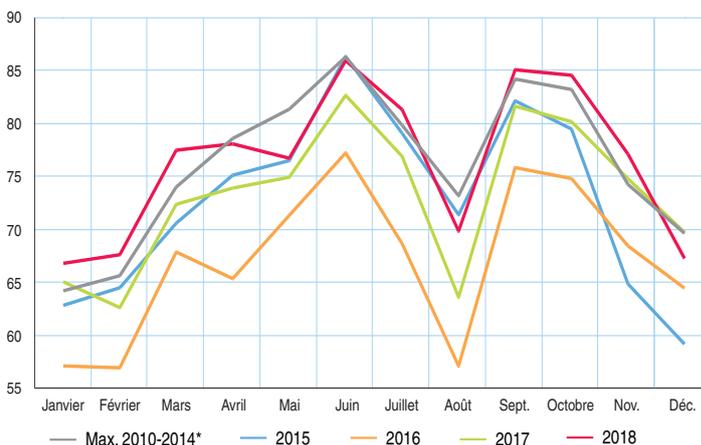
##### L'activité française serait surtout soutenue par la demande intérieure

Selon la dernière note de conjoncture de l'Insee, l'économie française, jusqu'ici moins exposée que d'autres aux turbulences du commerce mondial, et stimulée par une politique budgétaire plus expansionniste qu'envisagé il y a quelques mois, gagnerait un peu de vitesse au premier semestre 2019 (+ 0,4 % de croissance par trimestre après + 0,3 % au quatrième trimestre 2018). L'investissement des entreprises demeurerait dynamique, surtout en services, et les gains de pouvoir d'achat des ménages de fin 2018 et début 2019 soutiendraient la consommation. En revanche, le commerce extérieur pèserait à nouveau légèrement sur la croissance, après une fin d'année 2018 portée par d'importantes livraisons aéronautiques.

En moyenne annuelle, l'acquis de croissance pour la France en 2019 serait de + 1,1 % à mi-année, après + 1,6 % de croissance pour l'ensemble de l'année 2018 (selon la dernière estimation des comptes nationaux trimestriels).

## 7 Évolution du taux d'occupation des hôtels en Île-de-France

En %



\* Fréquentation maximale observée sur la période 2010-2014.

Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE.

tiellement grâce à la clientèle non résidente (+ 6,5 % par rapport à 2017).

Les taux d'occupation des hôtels au cours des derniers mois de l'année sont supérieurs à ceux observés l'an dernier, sauf au mois de décembre (2,4 points de moins qu'un an auparavant) (figure 7). C'est d'ailleurs le seul mois de l'année où il est en retrait. La baisse, encore plus significative à Paris (- 5,3 points), peut en partie s'expliquer par les mouvements sociaux de décembre, dits « des gilets jaunes ». Les deux tiers de la baisse de fréquentation dans la capitale au cours de ce mois de décembre 2018, par rapport à 2017, sont dus au repli de la clientèle résidente.

Au quatrième trimestre, la clientèle non résidente est venue plus nombreuse qu'au cours du dernier trimestre 2017 (+ 600 000 nuitées, soit + 6,5 %), aussi bien en provenance des pays européens que des origines plus lointaines. ■

#### Contexte international

##### L'activité économique de la zone euro conserverait un faible régime début 2019

Fin 2018, le recul des échanges extérieurs chinois a pénalisé le commerce mondial, dans le contexte de l'escalade des droits de douanes déclenchée par les États-Unis. En zone euro, début 2019, des soutiens budgétaires viendraient en renfort d'une activité à la peine. Cela permettrait à l'Italie, en récession technique au deuxième semestre 2018, et à l'Allemagne, touchée par les difficultés du secteur automobile, de retrouver début 2019 un rythme de croissance positif bien que modéré. L'activité de la zone euro croîtrait alors de + 0,3 % par trimestre. Au Royaume-Uni, les incertitudes autour du Brexit perdurent ; la croissance britannique se maintiendrait à faible régime voire reculerait en cas de Hard Brexit intervenant dès le mois d'avril. Aux États-Unis, le shutdown pèserait au premier semestre sur la consommation et l'investissement public.

Insee Île-de-France

1 rue Stephenson

78188 Saint-Quentin-en-Yvelines cedex

Directrice de la publication :

Marie-Christine Parent

Rédactrice en chef :

Christèle Rannou-Heim

ISSN 2416-8637

© Insee 2019

## Pour en savoir plus

- Grangier J., Pouget J., Tallet F., Viard-Guillot L., « Soutiens budgétaires en zone euro, sur fond de tensions », *Insee Conjoncture - note de conjoncture*, mars 2019.
- Chevrot J., Debosque M., Rabadeux D., Trinquier B., « Une situation contrastée au troisième trimestre 2018 », *Insee Conjoncture Île-de-France* n° 23, janvier 2019.